

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 293
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
30 juin au 20 juillet 1979

Le capitalisme périra de ses contradictions

De nouveaux sacrifices sur les salaires sont-ils demandés à la classe ouvrière ? C'est la faute au pétrole !, expliquent docement les économistes bourgeois, grands et petits. C'est la faute aux Américains qui consomment

trop d'essence, c'est la faute aux Iraniens qui ne produisent plus assez, c'est la faute aux émirs qui sont trop gourmands, c'est selon. Mais c'est toujours la faute à l'extérieur, à la conjoncture.

Les économistes petits-bourgeois et fausement « communistes » peuvent bien prendre le contre-pied des précédents en clamant : non, c'est la faute au gouvernement qui ne mène pas une bonne politique, c'est la faute au capitalisme, au « système » ! Mais ces accusations ne sont qu'une façon de chercher aussi la cause des malheurs à l'extérieur. Si « le pouvoir » fait une mauvaise politique, c'est parce qu'il ne se « donne pas les moyens » de faire face aux dangers extérieurs ; et le capitalisme, c'est avant tout celui des autres. Si de nouveaux sacrifices sont demandés à la classe ouvrière sur son emploi, c'est la faute aux trusts allemands qui sont trop grands, aux prix japonais qui sont trop bas ou aux tomates espagnoles qui mûrissent trop tôt. Là aussi, c'est selon ; mais c'est encore la faute à l'autre.

Et s'il faut s'armer mieux et davantage, tout en proclamant ses intentions pacifiques, c'est la faute à la Russie qui menace de plus en plus « nos libertés », c'est la faute à nos voisins qui nous obligent à préserver nos approvisionnements en matières premières de leurs visées, c'est la faute aux Américains face auxquels nous devons assurer « notre autonomie de décision ». Là encore, c'est

selon, mais c'est toujours la faute au concurrent !

Jamais les idéologues bourgeois, les grands capitalistes et leurs larbins, ministres et fonctionnaires, députés et bonzes syndicaux ne pourront aller plus loin que cette explication chétive et creuse, car cela reviendrait à prononcer la condamnation de la société qui les engraisse. Pour le marxisme, au contraire, cette explication ne touche que le mécanisme apparent du capital. « Par définition, dit Marx, la concurrence est la nature interne du capital. Sa caractéristique essentielle est d'apparaître comme l'action réciproque de tous les capitaux : c'est une tendance interne apparaissant comme imposée de l'extérieur. Le capital n'existe, et ne peut exister, qu'en étant divisé en d'innombrables capitaux : c'est pourquoi il est conditionné par l'action et la réaction des uns sur les autres » (1).

Dans la concurrence, la tendance inhérente du capitalisme apparaît comme « une contrainte exercée sur lui par les autres capitaux » qui le harcèlent constamment : « marche, marche ! ». Cette tendance, c'est la tendance à l'abolition de toute limite, de toute proportion : « le capital produit et abolit constamment la production proportionnée. La proportion obtenue est sans cesse abolie de nouveau par la création de plus-value et l'augmentation des forces productives ». Par le mécanisme même de l'échange et de ses métamorphoses incessantes, le capital est nécessairement poussé à « outrepasser toute proportion, puisqu'il recherche un surtravail démesuré, une productivité illimitée, une consommation immodérée, etc. ».

DANS CE NUMERO

- L'Allemagne dans l'étau du conflit Est-Ouest
- A propos de l'« indépendance » des syndicats
- L'Eglise en Pologne : l'ère des mythes
- « Lutte ouvrière », ou le parti à la remorque

ne est sans cesse abolie de nouveau par la création de plus-value et l'augmentation des forces productives ». Par le mécanisme même de l'échange et de ses métamorphoses incessantes, le capital est nécessairement poussé à « outrepasser toute proportion, puisqu'il recherche un surtravail démesuré, une productivité illimitée, une consommation immodérée, etc. ».

(1) Marx, Les fondements de l'économie politique, tome I, Editions Anthropos, p. 371.

(suite page 2)

Contre les lois anti-immigrés ! Contre le sabotage opportuniste !

Ce n'est pas un hasard si, trois semaines après que le Parlement ait voté la loi Bonnet et alors qu'il s'appête à voter la loi Stoléro, les CRS envahissent les foyers en grève et en expulsent violemment les résidents. Après Strasbourg, Dijon, Nanterre, Romainville, 150 expulsions ont eu lieu à Thionville, Forbach, Vitry-sur-Orne, Mulhouse, alors qu'au foyer Sonacotra de Garges tous les résidents ont sauvagement été jetés dehors et les installations collectives du foyer détruites. La bourgeoisie va faire tout son possible pour briser pendant l'été la lutte exemplaire des foyers et surtout son organe dirigeant, le Comité de Coordination, qui est malgré les énormes difficultés qu'il rencontre et ses faiblesses, une organisation ouverte apte à cristalliser et favoriser une réaction de classe contre l'offensive bourgeoise et à s'opposer au renforcement de l'état d'exception légal contre les travailleurs immigrés.

Cette riposte, les travailleurs en ressentent un besoin urgent, et à la base il existe incontestablement une pression pour que s'organise la lutte. La rage grandit chez les grévistes des foyers, comme l'ont montré les résidents des foyers de Dijon qui se sont opposés par la violence à la violence policière. Des tentatives de s'organiser apparaissent, comme le montrent les essais de prise de contact entre le « comité des douze » des nettoyeurs du métro et le Comité de Coordination, même si les nettoyeurs ne peuvent encore malheureusement échapper à l'emprise de CFDT. Dans les syndicats mé-

(suite page 2)

Austérité casquée

Les statistiques du ministère du Travail montrent qu'en 1978, tandis que le pouvoir d'échat des salariés a baissé de 2 %, les « conflits locaux » ont pour leur part diminué de 14,6 % par rapport à 1977, et les « conflits généralisés » de 90 %. Résultats encourageants pour la bourgeoisie, qui ne se sent que plus de tonus pour affronter les sursauts de résistance ouvrière, partout où ils dépassent les limites de la grève-symbole inoffensive, où ils prétendent, même timidement, faire appel à la solidarité d'autres catégories et protéger la grève par des piquets ou des barrages.

Après les prouesses de la « justice indépendante » contre les manifestants des 23 mars et du 1^{er} mai, c'est à Brest que la justice a condamné deux manifestants à trois mois de prison, après des jours de harcèlement policier contre les piquets de grève des arsenaux. D'autres incidents avaient eu lieu, dans les mêmes conditions à Cherbourg, le 25 mai, à Lorient et à Clermont-Ferrand. A Brest, on a fait jouer la même comédie judiciaire qu'à Paris : flagrant délit et condamnation sur le témoignage exclusif des policiers...

Dans chaque grève récente un peu importante, les CRS interviennent au plus vite pour dégager les lieux et imposer la liberté du travail, relayant — comme à Renault-RVI — l'action interne des brigades de jaunes et des commandos de cadres organisés par la direction.

C'est — avec la police et la justice — la force de l'Etat de la classe ennemie que les ouvriers trouvent devant eux, même lorsque leur action reste encore purement défensive et limitée à des revendications immédiates. C'est leur propre force de classe organisée qui peut être le seul recours contre la répression, et non les gémissements léga-

(suite page 2)

L'Allemagne dans l'étau du conflit Est-Ouest

Les capitalistes de l'est et de l'ouest s'arment à une cadence de plus en plus folle. Ils consacrent environ un dixième de leur produit social brut à la fabrication et au perfectionnement d'armes de plus en plus puissantes et de plus en plus précises. La somme globale consacrée à ces dépenses a atteint en 1978 quatre milliards de dollars. En 1976 la puissance destructrice de

La Russie fait tous ses efforts pour tenir dignement sa place dans cette course aux armements. Elle se trouve aujourd'hui à peu près à égalité avec l'ouest et, malgré une puissance économique moindre, est en mesure de réaliser des progrès économiques continus. D'impérialisme régional limité au bloc de l'est, elle tend à se muer en impérialisme de taille mondiale, comme elle en a fait la claire démonstration en Afrique ces dernières années.

Dans cette lutte pour la suprématie mondiale, les Etats-Unis restent de loin en tête. Ils sont intervenus depuis 1945 dans d'innombrables conflits régionaux et ont plus d'une fois agité la menace atomique. S'ils ne peuvent aujourd'hui dicter leur loi avec la même assurance, ils mettent tout en œuvre pour que leur suprématie se maintienne. C'est ce qu'a indiqué sans équivoque la conférence au sommet de l'OTAN des 30 et 31 mai 1978 à Washington en décidant un programme d'armements à long terme. Pour bon nombre de nos honnêtes bourgeois européens, et en particulier allemands, ainsi que leurs gouvernements, les Etats-Unis, cela va de soi, restent l'ami numéro un de la paix et de l'humanité.

Herbert Wehner, l'un des politiciens les plus influents de la social-démocratie allemande, va plus loin. A son avis le potentiel militaire russe a lui aussi un caractère purement défensif — pour peu que la « volonté de détente » de l'ouest ne faiblisse pas et que les Russes ne soient pas inutilement provoqués. Ces déclarations de Wehner ont suscité dans la bourgeoisie allemande des réactions très vives. Dans un Parlement

l'ensemble des armes nucléaires se chiffrait à 40.000 mégatonnes de TNT, c'est-à-dire l'équivalent de 10 tonnes de dynamite par habitant ! La probabilité que les capitalistes, s'ils ne sont pas vaincus, nous fassent tous sauter est donc fort grande, qu'on continue d'ailleurs ou non à construire des centrales nucléaires.

d'ordinaire très assoupi, les experts militaires se sont affrontés dans leur jargon technique à coup de formules compliquées. Mais c'est en langage chiffré qu'on a bien sûr évoqué la question essentielle : quelle doit être l'attitude du Capital allemand dans la perspective de plus en plus prévisible d'un conflit entre les « superpuissances », étant donné que, dans l'état actuel des alliances, le théâtre principal devrait en être l'Allemagne ? Ce que cela signifie, des scientifiques réunis autour du philosophe officiel Weizsäcker, l'ont décrit il y a des années déjà : l'Allemagne serait rayée de la carte, le Capital y perdrait et ses moyens de production et les ouvriers. Ce serait un vrai suicide capitaliste !

Il ne faut voir là ni délire ni pessimisme morbide. Au contraire, tout conduit avec une diabolique énergie à cette catastrophe. Dans la confusion du jeu international actuel, provoquée par la fin du cycle d'accumulation capitaliste de l'après-guerre (*), la bourgeoisie allemande est placée en plein cœur de la catastrophe prochaine. Les vainqueurs de la dernière guerre impérialiste se sont employés à l'écraser et à la diviser. Mais elle reste située sur la principale ligne de front entre les impérialismes de l'est et de l'ouest, même si les deux blocs ne se mesurent encore qu'aux extrémités du monde. Il est vrai que les intérêts de la R.F.A. et des Etats-Unis suivent un cours largement parallèle, mais il est par ailleurs indéniable que les divergences économiques troublent de plus en plus une atmosphère naguère sans nuages. C'est pourquoi il est de plus en plus douteux que les impérialistes allemands acceptent un rôle pure-

ment passif à la vue des orages qui s'amoncellent. Le Capital allemand, qui a retrouvé sa puissance économique, a donc gagné un poids politique grandissant, mais il n'a guère les moyens de se livrer comme jadis à une agression tous azimuts. Il peut cependant mener une politique plus indépendante et, devant des intérêts et des conflits d'un type nouveau, détendre des liens anciens et chercher à nouer de nouvelles relations. Les perspectives lourdes de menaces d'aujourd'hui estompent les claires évidences de l'époque d'Adenauer : la R.F.A. devra-t-elle dans l'avenir marcher comme un seul homme avec les Etats-Unis contre la Russie ? Cela nous conduit ici à la question décisive, qui n'a été soulevée au cours des débats sur l'armement au Parlement que par le député S.P.D. Ehmke (qui n'est pas par hasard du groupe Wehner) : « Le problème est le suivant : s'il est vrai que régionalement, en Europe, nous sommes arrivés à une certaine détente, la situation mondiale se caractérise plutôt par une aggravation des conflits. C'est indiscutable... Je vous prie de réfléchir cependant à ceci — je crois qu'il s'agit d'un des points centraux de notre discussion. Si on peut craindre en Europe que les dirigeants américains en cas de danger sérieux ne mettent pas l'existence de la nation amé-

(*) Voir à ce sujet le rapport de notre réunion générale de Parti de l'automne 1977 consacrée à « L'évolution des rapports impérialistes depuis la guerre », dans les numéros 255 et 256 du Prolétaire.

(suite page 4)

Le capitalisme périra de ses contradictions

(suite de la page 1)

Disproportion constante entre les capitaux, les branches industrielles, destruction périodique de tous les équilibres économiques savamment construits; disproportions qui, parce qu'elles se manifestent par la concurrence entre les capitaux, les branches, les pays, se traduisent par un antagonisme permanent entre eux, un antagonisme économique, politique et militaire.

« Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme un autre moyen que la guerre pour remédier à la **disproportion**, remarquait Lénine à propos de la première guerre mondiale, entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier ? » (2).

Disproportion entre la production de marchandises et les besoins de consommation des larges masses prolétaires, dont la part dans la richesse produite diminue constamment, disproportion entre production et population qui augmente plus vite que celle que peut intégrer le processus productif en marginalisant aujourd'hui les populations prolétaires par centaines et centaines de millions, disproportion enfin entre le nombre de bouches à nourrir et la nourriture produite par une agriculture soumise au despotisme du marché et du profit.

Toutes ces disproportions se traduisent par l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et celle de la misère à l'autre pôle, celui qui produit toutes les richesses et porte toute la société sur ses épaules. Elles se traduisent par la lutte entre ces deux pôles, constamment nourrie, aiguillonnée par le mécanisme même du salariat sur un terrain en permanence élargi par les progrès de l'industrie moderne, lutte féconde qui, poussée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la **dictature du prolétariat**, ouvre la voie de l'émancipation de l'humanité du joug du capital.

*
« Ceux qui réclament que la production augmente simultanément et partout dans

les mêmes proportions, imposent au capital une revendication qui lui est étrangère et ne découle pas de sa nature » (3). Telle est la sentence de Marx qui cloue au tapis tous les réformistes passés, présents et à venir. Le communisme pourra réaliser, sur la **base internationale unifiée et centralisée** déjà donnée par le capitalisme lui-même à la production des richesses sociales, les **proportions indispensables** à l'équilibre et au développement harmonieux de sa société; proportion entre production et consommation, entre consommation et population, entre population et production. Il le fera en délimitant la production de la course au profit et à la production pour elle-même; en libérant la consommation des entraves du salariat et du despotisme des besoins artificiels et anti-sociaux; en émancipant l'agriculture des limites imposées par la propriété foncière capitaliste, la reproduction de l'espèce de l'aiguillon de la misère, en permettant à l'humanité d'en finir avec cette course folle vers de nouveaux précipices, de souffler et de marcher à son rythme, de réduire de façon draconienne le temps de travail nécessaire et de supprimer la division du travail et l'infamie du métier et des carrières, de **penser enfin à elle-même**, d'affronter les grands problèmes que lui posent ses rapports avec la nature et son développement ainsi que celui de ses membres.

Seulement on ne peut arriver à « l'administration rationnelle des richesses de toute la société », à un **plan unique mondial**, que dans la mesure où le pouvoir prolétarien par ses « interventions despotiques » dans l'économie, détruit révolutionnairement les lois du profit, du salaire et du capital, et donc le **marché**, en faisant correspondre l'appropriation des richesses — aujourd'hui privée et privative — au caractère puissamment **social** de la production.

*
Ce profond besoin social, auquel seul peut répondre le communisme, le capitalisme tente d'y répondre lui aussi, afin de survivre, de retarder l'heure de son

effondrement, mais il le fait de façon contradictoire, monstrueuse et insupportable.

A l'internationalisation des forces productives qui donneront à la dictature prolétarienne la base pour effacer les oppositions nationales et réaliser l'unité de l'espèce, la société bourgeoise divisée en Etats concurrents et ennemis répond par l'expansionnisme, l'impérialisme, la tendance toujours plus accentuée à la domination des petites nations par les grandes et même la domination de grandes nations impérialistes (voyez l'Allemagne) par des super-impérialismes. Il mobilise pour la lutte à mort entre eux — qui exacerbe à son tour tous les conflits nationaux et régionaux — toutes les ressources matérielles et humaines de la société. En prenant donc au communisme le secret de la centralisation des richesses humaines, le capitalisme ne supprime pas les disproportions et les antagonismes entre Etats-nations, il les porte à un degré plus grand encore, insoutenable.

Devant l'unification réelle de toute la vie sociale, qui donnera à la dictature prolétarienne la base pour réaliser l'unité de la production, de la consommation et de toutes « les catégories économiques » isolées les unes des autres par le marché, l'Etat capitaliste s'est mis lui aussi à centraliser la vie économique. Mais en laissant subsister la division en unités concurrentes, il ne fait que planifier l'anarchie, et les « interventions despotiques » qu'il se met lui aussi à effectuer, loin d'avoir pour effet de diminuer, en s'attaquant aux rapports sociaux de production, la nécessité de la dictature, ne font que développer encore, avec l'acuité des contradictions renforcées, la tendance de l'Etat à tout contrôler, à intervenir dans toute la vie sociale et à généraliser le terrorisme administratif et policier. Au lieu que la société soit guidée par l'intérêt collectif de l'espèce entière, le capitalisme décompose l'individu en citoyen, consommateur, salarié, parent ou enfant, automobiliste ou locataire, etc., — et ne s'impose à lui que par les personnes haïes du bureaucrate, du juge et du flic.

Enfin et surtout, à la concentration effective et à l'unification potentielle

toujours plus grandes de la classe ouvrière internationale par l'industrie moderne, une classe sur les épaules de laquelle le poids du capitalisme est toujours plus lourd, la société bourgeoise peut bien tenter de répondre par un réformisme social perpétuellement sur la brèche pour endiguer et amortir ses réactions et chercher, avec l'appui des faux partis ouvriers, à les rendre compatibles avec l'ordre établi. Les classes dominantes savent que la capacité de mensonge n'est garantie que par la capacité de terreur, et s'acharnent à perfectionner toujours mieux la machine répressive de l'Etat, quitte à jeter s'il le faut le masque de la démocratie pour utiliser, à l'instar du prolétariat, comme l'exemple historique du fascisme l'a déjà montré, l'arme de la **dictature ouverte** exercée par le parti concentrant et dirigeant les énergies d'une classe.

Comme le confirme le cours de ces dernières décennies, elles cherchent à constituer une Internationale de la répression, dans un effort suprême pour surmonter la concurrence entre elles et mieux faire face à l'ennemi commun, dont le spectre hante de nouveau une société de plus en plus surchauffée. Nous, communistes, nous voyons là l'assurance que le prolétariat, la **seule classe** de la société que le capitalisme concentre au lieu de la disperser, sera capable de surmonter la concurrence savamment entretenue et exaltée dans ses rangs par les Etats bourgeois et leurs larbins, de reprendre des mains de la bourgeoisie les armes que cette dernière a pu lui arracher pour maintenir ses privilèges : **concentration et centralisation de la violence, dictature et terreur, parti de classe !**

A cette condition, la **disproportion** des forces qu'engendre constamment la marche complexe du capitalisme jouera enfin en faveur de la classe ouvrière et du communisme.

(2) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Œuvres, tome 22, p. 297.

(3) Marx, *ibid.*

« Lutte ouvrière », ou le parti à la remorque

Avec les élections, la question d'une réunification des trotskystes s'est posée une fois de plus. Et pourquoi ne s'uniraient-ils pas, puisque, comme l'écrit LO n° 575 (p. 14), ils ont « le même programme fondamental » ? Il est vrai qu'ils ont aussi « des divergences politiques et tactiques », mais il n'y a pas à s'en inquiéter. Ce sont les masses qui les régleront :

« Car en définitive, c'est eux, c'est la classe ouvrière en lutte, c'est la forme, les conditions mêmes des luttes des travailleurs qui régleront nos divergences, car la lutte des masses a toujours pris des chemins que les états-majors révolutionnaires ignoraient la veille. Et si nous savons rester liés aux masses, nous serons unis par elles. »

Cette belle union des « révolutionnaires » qui savent rester liés aux masses « ne signifiera pas nécessairement la fin de toutes nos divergences ». Il y a beaucoup de chambres dans la maison de mon père et « il y a place, au sein d'un même parti révolutionnaire, pour une grande diversité d'opinions et d'idées ». C'est pour cela qu'Arlette peut affirmer : « un grand nombre de militants qui aujourd'hui encore sont dans le PC et le PS nous rejoindront dans ce même parti », puisque « un parti réellement révolutionnaire, c'est-à-dire démocratique, ne serait nullement effrayé que plusieurs politiques s'affrontent en son sein », affronte-

ment dont certains maos ont même fait un principe !

On se demande pourquoi LO évoque même l'unité de programme fondamental : le parti qu'on nous présente là n'a pas de programme puisqu'il résulte des « conditions de lutte » ! D'ailleurs un programme ne lui servirait à rien, puisqu'il s'attend à être surpris par les masses ! Et qu'un programme risquerait d'empêcher le libre affrontement politique en son sein !

En un mot comme en cent, le parti de LO n'est pas un parti au sens où l'entendaient Marx et Lénine, ce n'est pas un parti comme voulait l'être l'Internationale communiste, un parti capable de préparer et de diriger la révolution et la dictature du prolétariat. C'est au contraire un vague magma démocratique, qui prétend rester lié aux masses, mais constitue en réalité une entrave et un obstacle au développement de la lutte des masses, un panier de crabes paralysé par ses affrontements internes et donc paralysant les masses.

La révolution a besoin d'un organe unitaire de direction, fondé sur une doctrine et un programme univoque, qui sache où il va, qui soit capable de précéder les masses et de diriger leurs luttes. Elle devra balayer de son chemin les partis dont le seul programme reconnu est l'opportunisme de principe !

Austérité casquée

(suite de la page 1)

listes des partis opportunistes qui ne cessent de demander à l'Etat bourgeois le renforcement de sa police, l'installation d'ilotiers

pour faire régner son ordre dans les quartiers ouvriers, ces partis qui ne sont entrés tardivement en campagne à propos du 23 mars que pour défendre, comme ils disent, « les innocents ».

La bourgeoisie peut bien encore retarder la lutte et l'organisation des prolétaires en combinant le mensonge réformiste et le bâton de la répression, le bâton deviendra d'autant plus le lot quotidien que les miettes favorisant les mensonges opportunistes se raréfient... Les prolétaires les plus combattifs peuvent bien être encore paralysés par la révélation soudaine de tout le chemin à parcourir pour parvenir à une défense de classe effective. Mais, si sur le terrain de la lutte sociale aussi le calme précédait la tempête ?

Auschwitz ou le grand alibi

Brochure « Le Prolétaire » n° 11
24 pages - Prix : 3 F.

Contre les lois anti-immigrés !

(suite de la page 1)

me, il y a à la base une volonté de réaction : ainsi 14 syndicats de la métallurgie et la Commission immigration de l'UPSM (Union Parisienne des Syndicats de la Métallurgie), poussés par le mécontentement des travailleurs face à l'absence de réaction de la confédération, ont pris contact avec le Comité de Coordination et des organisations de l'immigration pour préparer des débrayages le 21 et un meeting le 23 juin contre les lois Bonnet-Stoléru, qui aurait pu fournir à la Coordination l'occasion de prendre de nouveaux liens avec les travailleurs des entreprises.

Mais les directions syndicales, qui ont elles aussi senti cette pression sur une question cruciale pour les travailleurs, ont aussitôt réagi pour saboter et stériliser les réactions.

La campagne hypocrite qu'elles ont lancée contre ces lois a pour objectif de renforcer leur base dans l'illusion qu'elles défendent les travailleurs. En fait, comme le PC et le PS, elles sont depuis longtemps d'accord avec la bourgeoisie sur le fond, le renforcement du contrôle de l'immigration, et ne se sont élevées que contre ses aspects les plus « scandaleux ».

Forcées de mobiliser pour ne pas être débordées, elles ont tout fait pour empêcher les travailleurs de se retrouver en même temps dans la rue, pour éviter qu'ils ne puissent sentir ainsi leur force collective. Utilisant la tactique des divergences sur les modalités d'action, les confédérations ont organisé trois manifestations différentes.

La CGT, le 20 juin, a appelé à manifester « pour la défense des libertés » en général, pour détourner les réactions ouvrières du terrain de classe vers un terrain interclassiste et démocratique stérile.

Une trentaine d'organisations démocrates et humanitaires, dont le MRAP, soutenues par la CGT, la CFTD, le PC, le PS, ont organisé le 25 une « marche silencieuse » contre l'atteinte au droit en général.

La CFTD a réussi à désamorcer l'initiative prise par les syndicats de l'UPSM. Les menaçant s'ils n'obéissaient pas (« Il n'est pas un syndicat, une UD, une UL qui puissent ne pas être concernés par les décisions d'action décidées ») (Paris Syndical 225), l'Union Régionale Parisienne a repris à son compte les

débrayages du 21, placés « en fin d'après-midi », et a décidé une manifestation le 23. L'UPSM s'est « démocratiquement » pliée à cette décision et a annulé le meeting. La tentative des syndicats de la métallurgie était l'écho de préoccupations réelles mais elle s'est faite sur des bases floues. Il aurait fallu expliquer à l'avance devant les ouvriers : l'enjeu de la lutte, ses besoins, les moyens nécessaires à la lutte — et en premier lieu la grève — pour organiser la riposte unitaire contre les expulsions, le besoin de défendre le caractère classiste de la lutte des foyers et le rôle qu'elle peut jouer dans cette riposte, la position de la Confédération et ses divergences avec le Comité de Coordination. Sans avoir fait ce travail, nécessaire pour avoir la force de s'opposer ouvertement à la direction confédérale quand la lutte amène au heurt inévitable avec elle, et sans orientation claire, la tentative des syndicats de l'UPSM, limitée par le formalisme de la discipline à la direction, a été sabotée et récupérée par l'URP. En se disciplinant à l'URP dès que celle-ci a chapeauté l'action prévue sur l'immigration, elle n'a abouti qu'à revaloriser l'URP et à fortifier les illusions qu'elle donne à sa base sur son soutien. Surtout, l'URP a réussi à isoler le Comité de Coordination de la base syndicale qu'elle a détournée derrière elle.

Pour organiser la nécessaire riposte à l'offensive bourgeoise, il n'y a rien à attendre des directions syndicales, qui s'appuient sur les difficultés que les travailleurs ont à surmonter l'émiettement de la classe et sabotent avec d'autant plus d'intelligence que l'enjeu est important.

La riposte exige que les militants syndicaux sincères et les travailleurs combattifs d'avant-garde clarifient les bases sur lesquelles sera possible le développement d'un travail systématique pour aider à l'établissement de liens à la base entre travailleurs, et fixent à l'avance les conditions et les moyens pour contrer les manœuvres des appareils syndicaux. La propagande, conditionnée par cette clarification, mettant en avant le besoin de la classe de lutter contre toutes les divisions pour s'unir dans la défense de ses intérêts propres de classe et avec ses méthodes de lutte à elle, la volonté de préparer la lutte contre la réaction inévitable de l'opportunisme, sont indispensables pour ne pas laisser se dissiper la combativité ouvrière et pour l'organiser.

A propos de l'«indépendance» des syndicats

(Quelques rappels sur la question dans les années 20)

Le thème de l'«indépendance syndicale» est décidément à la mode dans les congrès des centrales et des partis français. Après la CGT, qui avait tenté de donner à son dernier congrès un vernis de pluralisme démocratique et de non-allégeance officielle au PCF, voici le PC lui-même qui répond en écho dans un document publié par l'Humanité du 29 mars 79 sur «Le Parti communiste français et le mouvement syndical» : «Le Parti communiste français considère que les syndicats doivent être totalement indépendants du gouvernement et du patronat, des Eglises et des partis. Cette conception est l'une des caractéristiques du mouvement syndical français... Enfin, la CFDT réenfourche ce dada (certes moins gênant pour la bourgeoisie que l'organisation des luttes et le renforcement de la résistance ouvrière...). Dans une interview au *Nouvel Observateur* du 26 mars 1979, Michel Rolant déclare au nom du comité exécutif de la CFDT que sa centrale, en l'absence d'«alternative politique» (entendons : de foire électorale prochaine), s'appliquera à agir uniquement «en fonction des aspirations des travailleurs», et il ajoute, sévère : «Vous savez, le léninisme et la social-démocratie ont ceci de commun qu'ils ont toujours rêvé de se subordonner le mouvement ouvrier, et particulièrement le mouvement syndical».

On ne s'attardera pas ici à peser l'indépendance réelle — par rapport à la politique bourgeoise — des directions de la CFDT recentrée, que les journaux et les ministres capitalistes félicitent régulièrement pour leur sagesse et leur compréhension actuelles, aussi bien dans les négociations globales (indemnisation du chômage, immigration, temps de travail...) que dans les affaires délicates sur le terrain (sidérurgie). Pour indiquer la couleur suspecte de cette grande «indé-

pendance», il pourrait suffire de citer le début des *Thèses* du Troisième congrès de l'Internationale Communiste (1921) sur *L'Internationale Syndicale Rouge* : «En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre... [Mais] pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le «leader ouvrier» qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.»

Mais nous profitons de l'occasion pour revenir sur cette fameuse revendication de l'indépendance du syndicat par rapport au parti qui, si elle est aujourd'hui utilisée cyniquement en une véritable parodie pour couvrir le dénigrement de toute perspective révolutionnaire et la soumission aux intérêts bourgeois nationaux, a naguère pesé historiquement d'un poids très lourd même sur des organisations à orientation classiste, réunissant une majorité de prolétaires sincères et combattifs, particulièrement en France — mais aussi, sous des formes diverses, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Italie. La compréhension des erreurs politiques qu'implique cette religion de l'autonomie syndicale est importante dans la mesure où le dégoût provoqué par le pacifisme social, le crétinisme parlementaire et le chauvinisme des partis «ouvriers» a toutes chances de faire renaître des réactions de rejet identiques chez des éléments sincères.

pirant de la situation présente, elle déclare vouloir préparer sans délai les cadres complets de la vie sociale et économique de demain, dont elle tient à examiner tout de suite les caractères et le fonctionnement général [...] Au capitalisme [...], le congrès prétend substituer le syndicalisme, expression réelle de la vie des hommes vivant en société.»

Cependant, en juin 1920, se réunit à Moscou le premier Conseil International des Syndicats Rouges. Il proclamait la nécessité de constituer, non pas des syndicats «purs», des syndicats de seuls communistes, par la scission (tels qu'en créera la Gauche allemande, en leur attribuant des fonctions intermédiaires entre celles du parti et celles du syndicat), mais des noyaux communistes et révolutionnaires dans les organisations syndicales du monde. Certes, la Conférence internationale des syndicats convoquée pour l'année suivante ne devait réunir que «les syndicats ou les minorités syndicales qui mènent dans leur pays la lutte révolutionnaire de classe et qui acceptent la dictature prolétarienne», mais le Conseil, loin de faire de cette adhésion aux principes de la révolution et de la dictature le seuil minimum pour les ouvriers se donnait justement pour tâche, entre autres, de «répandre largement par une propagande et une agitation constantes les idées révolutionnaires de lutte de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat». Bref, s'il exigeait de l'état-major des syndicats révolutionnaires l'adhésion aux principes généraux auxquels l'Octobre russe venait de redonner une éclatante confirmation, il ne les présentait pas pour les masses engagées dans la lutte immédiate comme un préalable, mais comme une perspective dont les communistes devaient montrer la nécessité, faire ressentir le besoin par la propagande et dans l'action.

Lorsqu'au premier congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, du 3 au 19 juillet 1921, le Conseil voulut tirer de cette orientation des conclusions pratiques et organisationnelles, en préconisant une «liaison de caractère organique et technique» de l'ISR avec l'Internationale Communiste en vue des actions communes, il souleva une véritable tempête dans la presse syndicaliste-révolutionnaire en Espagne et en France surtout : sectarisme ! provocation à la scission ! attentat à la tradition de l'autonomie syndicale ! La *Vie Ouvrière* proposa de désavouer les délégués français qui avaient signé la résolution. Elle s'en prit à Rosmer, qui défendait dans ses grandes lignes la perspective des bolcheviks — avec quelques réserves sur la forme des liens avec le parti, réserves que lui inspirait surtout l'immaturité du parti communiste en France. Une réunion eut lieu à Moscou, le 13 août 1921, entre les bolcheviks (Zinoviev et Losovsky) et les délégués CGT, Rosmer et Souvarine, pour tenter d'éclaircir la question et de la débayer des ragots et malentendus d'inspiration polémique. Rosmer remarqua que le seul fait que l'Internationale soit à Moscou suffisait malheureusement à aviver, sous le prétexte de l'«autonomie syndicale», les mêmes réactions chauvines et fédéralistes qui s'étaient manifestées à propos des conditions d'adhésion des partis à l'Internationale, avec les fameuses «conditions particulières» pour chaque pays. Souvarine remarqua aussi que la confusion «française» entre syndicalisme et communisme, l'absence d'une définition et d'une conscience assez claire des tâches propres du parti (comme le notait un délégué du Nord, dans sa région, on avait en fait «syndicalisé» le parti et son activité...), tout cela empêchait les militants syndicalistes-révolutionnaires attirés vers le communisme par la révolution en Russie de concevoir concrètement, et de façon articulée, le processus de la liaison entre parti et syndicat, les poussait à y voir soit une donnée automatique n'appelant pas d'autre précision, soit un diktat bureaucratique extérieur et artificiel.

C'est ce que Trotsky expliquait aussi dans une lettre au syndicaliste-révolutionnaire Monatte du 13 juillet 1921 : la Charte d'Amiens, si elle a marqué une

étape, ne répond plus aux questions révolutionnaires de l'heure. Il serait ruineux pour le mouvement ouvrier en France de cultiver aveuglément l'aversion anarcho-syndicaliste pour le Parti et «la politique en général». Appréciant historiquement le cours du mouvement ouvrier en France (il serait absurde de voir là une recette générale pour la formation des partis communistes), Trotsky montrait que «le syndicalisme-révolutionnaire d'avant-garde était l'embryon du Parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression. Au contraire, la participation active à la formation d'un Parti communiste véritable suppose la continuation et le développement des meilleures traditions du syndicalisme français». Et il précisait : «Il ne s'agit pas de subordonner les syndicats au Parti, mais de l'union des communistes révolutionnaires et des syndicalistes révolutionnaires dans les cadres d'un seul parti, et d'un travail concerté, centralisé, de tous les membres de ce Parti unifié au sein des syndicats demeurés autonomes, organisation indépendante du Parti».

Ce sont pratiquement les termes des *Thèses* du 3^e Congrès de l'IC sur *L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge*, qui rappellent, au point IV que, pendant la prochaine période (où la vague révolutionnaire, malgré la tragédie allemande de 1919-20, n'avait pas encore globalement reflué), «la tâche capitale des communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement, à conquérir la majorité des syndiqués [...]. Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tels ou tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et dévoué des noyaux communistes au sein des syndicats que le Parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti».

Il va sans dire que des termes de ce genre ne pouvaient être appliqués qu'à des syndicats capables d'agir en tant qu'organisations pour un combat classiste, et que le parti révolutionnaire d'aujourd'hui n'aurait pas pour les boutiques syndicales actuelles la patience fraternelle que manifestaient les communistes de 1920 envers des syndicats comme la future CGTU. Mais la claire perspective donnée ici, elle, n'a pas changé dans ses grandes lignes : différenciation nette, matérielle et politique des tâches du syndicat et du parti, et des conditions d'adhésion à l'un et à l'autre (1). Pas de spécialisation formelle étroite et exclusive, cependant, pas de neutralité du syndicat vis-à-vis des grandes questions politiques, ni d'indifférence du Parti vis-à-vis de l'indispensable terrain de la lutte économique. Travail acharné et continu du Parti pour se lier aux prolétaires syndiqués (comme à ceux que l'infâme trahison des syndicats actuels a dégoûtés ou rejetés hors des centrales) et pour conquérir une influence décisive parmi les prolétaires associés pour la lutte immédiate, non seulement par la propagande et l'exemple, mais en impulsant et coordonnant l'indispensable travail d'organisation et de liaison des luttes que les opportunistes stalinien ou les opportunistes «neutralistes» de la CFDT s'emploient activement à saboter. C'est ainsi que la liaison du Parti et des organisations ouvrières immédiates peut se faire, non comme un contrat bureaucratique et extérieur, mais comme le fruit d'un travail continu du Parti et de la maturation de la classe à travers les expériences de la lutte.

(1) Comme le rappelait le point III des *Thèses citées plus haut*, «Le Parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui, pour cette raison, a accepté consciemment le programme communiste [...]. Les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le Parti, et par rapport à ce dernier, ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre».

La CGTU et l'Internationale

Au congrès d'Amiens, en 1906, refusant la proposition faite par les guesdistes d'une liaison, même intermittente, et sur des actions précises, entre le Parti socialiste d'alors adhérent à la Deuxième Internationale et l'organisation syndicale en voie de renforcement, la majorité des délégués de la CGT — dont les réformistes et les sociaux-démocrates, d'ailleurs ! — adoptaient à la fois la reconnaissance du principe de la lutte de classe, de la nécessité de l'expropriation capitaliste, et le principe de l'autonomie syndicale, formulé en ces termes : «En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organismes confédérés n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale». Le congrès réaffirmait la liberté pour le syndiqué «de participer en dehors du groupement corporatif [c'est-à-dire des Fédérations ou des Bourses du travail — NdR] à toutes formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans les syndicats les opinions qu'il professe au dehors» [souligné par nous — NdR].

Ce texte exprimait des attitudes politiques diverses : méfiance bien justifiée envers la politique réformiste et gouvernementaliste d'une partie du Parti socialiste, surtout de sa fraction parlementaire, volonté de mettre fin aux stériles querelles de sectes héritées de la période précédente qui paralysaient l'action immédiate, mais aussi, bien sûr, manœuvres de sectes et essai de faire un barrage contre l'influence marxiste. Cependant, ce qui donnait l'axe central et la cohérence (sinon la justesse) politique à ce partage établi entre les deux types d'activité, «économique» et politique, — partage qui allait jusqu'à... couper chaque militant en deux —, c'était la vision syndicaliste-révolutionnaire, produit de l'engagement du courant anarchiste dans la lutte immédiate depuis les années 1890-95,

avec ses grands traits : la grève générale suffisant à faire sauter l'édifice capitaliste, le syndicat passant de l'état de réseau d'opposition au capital à celui de base naturelle de la future organisation productive libérée du capital, organisation que le syndicat aurait plus ou moins préparée au sein même du capitalisme. Si les réformistes et les gouvernementalistes prenaient prétexte de l'autonomie syndicale pour poursuivre tranquillement au dehors leur cuisine opportuniste, le syndicalisme-révolutionnaire se présentait, lui, en quelque sorte, comme une alternative complète aux voies réformiste, socialiste (marxiste), et même, en fait, anarchiste, voies auxquelles il concédait verbalement le droit de s'exercer «au dehors». Le syndicalisme devenait non pas une «école de guerre» du communisme pour les avant-gardes ouvrières, mais la guerre elle-même. (Il n'était donc pas non plus, malgré tout, au moins pour les anarcho-syndicalistes, à la différence des réformistes d'hier et d'aujourd'hui, en particulier de la CFDT actuelle, cette espèce de parking divisé en compartiments locaux étanches, où les travailleurs attendraient sagement l'issue politique donnée par les urnes dans le temps choisi par la bourgeoisie et avec son autorisation !)

A travers le développement puissant des luttes et de l'organisation syndicale dans les années 1906-1921, à travers aussi les graves faiblesses révélées par la première guerre mondiale, l'Union Sacrée avec la bourgeoisie dont l'«autonomie» et l'apolitisme ne suffirent pas à préserver la majeure partie de l'organisation syndicale, c'est encore la même vision qui se perpétua dans la minorité combattive qui allait constituer d'abord le noyau des opposants à l'Union Sacrée, puis les Comités syndicalistes révolutionnaires et l'épine dorsale de la future CGTU. Ainsi, au congrès de Lille de juillet 1921, le dernier avant la scission CGT-CGTU, une partie des syndicalistes-révolutionnaires proposaient de définir en ces termes les buts de la «CGT révolutionnaire» : «En plein accord avec la Charte d'Amiens [...] elle veut mener la lutte sur le terrain économique et social [...]. En outre, s'ins-

L'Eglise en Pologne: l'ère des mythes

Dans une lettre du 27-7-1871 à Kugelmann, Marx écrivait : « Jusqu'à présent, on avait cru que la formation des mythes dans l'Empire romain n'avait été possible que parce que l'imprimerie n'avait pas encore été inventée. C'est tout le contraire. La presse quotidienne et le télégraphe, qui répandent rapidement leurs inventions sur tout le globe, fabriquent en un jour plus de mythes qu'on ne pouvait en fabriquer autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois y croient et les diffusent) ».

Le télégraphe fut suivi du téléphone, du télétype, des moyens de communication de masse de toute sorte (radio, télévision, cinématographe, etc.), des avions et ainsi de suite. Pour les idéologues bourgeois, ces moyens devaient incarner la marche irrésistible du Progrès, la victoire des Lumières du rationalisme bourgeois sur l'obscurantisme féodal et religieux. C'est tout le contraire qui se passe. Ces moyens sont les véhicules de l'invention et de la transmission quotidiennes des mythes chrétiens, islamiques, bouddhistes, etc. Ce sont les distributeurs des différentes boutiques de « l'opium du peuple ».

Le stakhanovisme évangélisateur de Jean-Paul II fait de ces instruments de la très moderne technique capitaliste un emploi pantagruélique, et l'ayatollah à la mode essaie d'en faire autant. Là où ne peuvent parvenir les églises officielles, fleurissent de mul-

tiples sectes, prospèrent des rites religieux et des pratiques mystiques. Les légions interminables des « veaux bourgeois » vénèrent à genoux le Dieu Tout-puissant, et d'autant plus qu'ils ont besoin de déverser sur les esclaves et, en général, sur les opprimés du Capital, de quoi les consoler des tourments du travail salarié (ou du chômage).

Comme le marxisme l'a démontré, l'ère des Lumières s'est révélée tout autant que l'ère obscurantiste des Mythes un bouclier protecteur de la plus impitoyable et banale Réalité, celle de l'exploitation capitaliste.

Ce n'est pas un hasard si l'ardeur évangélisatrice de l'Eglise catholique s'est adressée en premier lieu au Mexique et à la Pologne.

Le LSD religieux, d'une efficacité et d'une durée bien supérieures à celles du LSD chimique (étant donné qu'à côté de la promesse d'un paradis éternel, il fournit une capacité de résignation continue, d'autant plus nécessaire que le poids de l'exploitation est plus grand), est distribué à jet continu. Au Mexique, dans un prolétariat et une paysannerie pauvre, placés entre les masses exploitées du « tiers monde » et le prolétariat le plus nombreux et le plus concentré du globe, cette utilisation renforçant ainsi le pilier de l'équilibre mondial du capitalisme, l'empire américain. En Pologne, dans un prolétariat qui, dans la perspective marxiste du développement de la révolution mondiale, est placé à

l'épicentre de la première grande bataille continentale (qui touchera les deux Allemagnes et l'Europe Centrale, le Nord de l'Italie, la France industrielle et le Benelux).

L'alliance du stakhanovisme évangélisateur avec le stakhanovisme capitaliste du faux « socialisme » polonais contre un prolétariat qui a déjà donné, dans les grèves de Radom, Ursus et les chantiers navals de la Baltique, une preuve menaçante de sa capacité de révolte, ne pouvait pas être plus claire. Comme le dit la bourgeoisie polonaise elle-même, par l'intermédiaire d'une représentant du gouvernement (*Le Monde* du 10-9-77) : « Pour nous, l'Eglise est la puissance qui fait régner l'ordre moral. Par rapport à l'Occident, c'est peut-être notre chance d'avoir su garder une Eglise puissante. Je ne suis pas croyant, poursuit ce représentant du « communisme officiel », mais [...] je ne regrette pas l'originalité de notre situation ». Et deux ans plus tard, au cours du voyage du Pape, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclarait que « les idées du Pape se rapprochent beaucoup des nôtres. Nous sommes également heureux que le Pape ait souligné à plusieurs reprises l'unité de la nation polonaise, sur la base de la famille et du travail » (*ibid.*, du 10-6-79).

« Dieu, travail, famille, patrie », la devise fasciste s'incarne ici dans l'alliance entre un faux « socialisme » et l'Eglise catholique, tous deux au service de l'Ordre établi.

L'Allemagne dans l'étau du conflit Est-Ouest

(suite de la page 1)

ricaine dans la balance, alors la solution du problème n'est pas d'ordre technico-militaire. L'argument selon lequel ils ne peuvent pas riposter à chaque attaque limitée contre l'Europe au moyen de fusées à moyenne portée par des engins intercontinentaux, qu'ils doivent ménager leur mère patrie, cet argument met en cause la racine même de l'alliance ».

Le voilà le point central ! Que se passera-t-il, si au moment décisif les Américains n'attaquent pas les Russes, alors que ces derniers se déchaînaient en Europe — donc surtout en Allemagne ? Peut-être que la bourgeoisie américaine en arriverait à la conclusion qu'il serait préférable pour ses « intérêts nationaux » que les adversaires en viennent aux mains en Europe, permettant ainsi aux Etats-Unis d'intervenir ensuite en sauveur et de clarifier la situation. On a bien déjà assisté deux fois à cette mise en scène.

Les fondés de pouvoir du Capital allemand se trouvent donc placés devant des décisions fondamentales de politique étrangère.

Bien sûr, les dangers ainsi schématisés ne sont pas actuels, mais les mesures qu'il faut prendre aujourd'hui et demain détermineront une direction qu'on ne pourra pas si facilement modifier par la suite. Pour l'essentiel il s'agit de l'attitude à long terme à adopter vis-à-vis de la Russie. Faut-il, par une extension de l'armement américain stationné en RFA, s'interdire toute liberté d'action et se lier au mouvement qui se dessine de plus en plus vers l'affrontement, ou bien une politique active en direction de l'est doit-elle améliorer durablement les relations avec la Russie ? La RFA doit-elle remettre en cause son ancrage sur les Etats-Unis ? La RFA est-elle même contrainte de procéder à un renversement des alliances ? Aussi invraisemblables que de telles suppositions puissent paraître aujourd'hui, c'est bien là le centre des joutes oratoires au Parlement. Comme toujours quand il s'agit d'une décision essentielle de tactique, la bourgeoisie se dispute. Et son inconfortable position entre l'est et l'ouest, lui fait d'abord se voiler la face et tourner autour du pot.

Et pourtant, malgré d'énergiques démentis, de bonnes raisons laissent penser qu'on va assister à une réorientation de la politique extérieure, qui ne serait d'ailleurs que le dernier exemple du constant mouvement pendulaire qui a animé la bourgeoisie allemande au cours de son histoire. A l'intérieur, la très industrialisée RFA se heurte à des difficultés sociales et économiques qui vont croissant ; son espoir de trouver un marché assuré dans une Europe unie pâlit devant la perspective à long terme du renforcement des tendances nationalistes et protectionnistes ; la concurrence qui l'oppose sur les marchés mondiaux au Japon et aux Etats-Unis ne cesse de se durcir ; l'industrialisation intensive du « tiers monde » fait que la RFA, de manière générale, aura de plus en plus de difficultés à maintenir sa position dans le domaine du commerce extérieur. De l'autre côté un marché immense existe à l'est, avec sa faim insatiable de machines de toutes sortes. Mais les affaires avec l'est ne marchent qu'autant qu'elles sont encouragées par des améliorations politiques. Or la Russie et la RFA se complèteraient de façon vraiment idéale : d'un côté la technique la plus moderne liée à la nécessité absolue d'exporter, de l'autre un besoin énorme de rattraper les retards de l'industrialisation combiné avec des ressources gigantesques en matières premières. Mais aussi longtemps que l'on se désignera réciproquement comme l'ennemi héréditaire, ces possibilités ne pourront pas être exploitées à fond. A quoi il faut ajouter cette malencontreuse et interminable question de la réunification. Quelle que soit la forme concrète qu'elle prenne un jour, il est sûr que sans la Russie rien n'est possible et que sans le poids de la RDA, la RFA ne se dotera jamais de l'assise économique qui serait nécessaire pour transformer sa supériorité relative en Europe en position de force absolue. A y réfléchir froidement, le Capital allemand aurait un avantage évident à conclure un arrangement avec la Russie. Du même coup le danger d'anéantissement s'en trouverait quelque peu diminué et l'agressivité de la Russie reportée sur la Chine et le Japon.

Pour les Russes c'est là le point décisif. Leur poids stratégique se trouve déplacé vers l'est à la suite de leurs gigantesques projets d'industrialisation de la Sibérie ; or ce front, du fait des nouvelles alliances, est pratiquement sans protection. Un premier essai de se lier le Japon par un engagement de fonds en Sibérie a échoué. Le Japon a été obligé de se décider pour une alliance avec la Chine, nouvel allié des Etats-Unis. Cela constitue un front massif Etats-Unis/Chine/Japon contre la Russie, et signifie pour les Russes une guerre sur deux fronts — au cas où rien d'essentiel ne change en Europe —. Ce n'est pas le fait du hasard si depuis la première répétition générale impérialiste du capitalisme chinois au Vietnam, la RFA est l'objet d'attentions marquées de toutes sortes. Le même Wehner plus haut cité a déployé une intense activité à l'occasion de ces contacts, et malgré leurs hauts cris les chrétiens-démocrates s'y sont joints également. Même Strauss, le leader de la très droitière CSU bavaroise (qui avait été reçu par Mao), a trouvé des formules étonnamment modérées pour parler des relations à long terme avec la Russie. En cas de danger immédiat de guerre, une alliance avec la Russie (la RDA en guise de cadeau de nocces) n'est nullement hors des limites du « pensable ». Il s'agit là pour les deux parties de toutes dernières cartes — d'autant plus qu'il y a quelqu'un qui aura son mot (décisif) à dire, à savoir les Etats-Unis.

Et même si ces réflexions sur la situation internationale ne sont guère que des hypothèses de travail de la bourgeoisie à usage interne, les prolétaires dans leur ensemble ne manqueraient pas d'en sentir bientôt les effets. Tout d'abord bien sûr on retrouvera la vieille formule « des canons au lieu de beurre ». L'armement, de toute façon, sera renforcé. Il n'y a pas de conférence de désarmement qui tienne. D'autre part la propagande nationale en Allemagne tournera autour de la réunification. Même abstraction faite de la nécessité d'élargir sa base économique, la bourgeoisie s'efforcera de noyer les conflits sociaux et les dangers révolutionnaires qui s'en suivront dans le flot des émotions nationales.

La position des communistes est claire : contre le point de vue national de la bourgeoisie, pour la position de classe internationale et internationaliste du prolétariat, pour le défaitisme révolutionnaire. Ce n'est en effet qu'en réussissant à transformer des conflits sociaux de plus en plus exacerbés en un vaste mouvement dressé contre le capital de l'est et de l'ouest que pourra être arrêté l'irrésistible mouvement conduisant vers une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Ce n'est qu'en réussissant à détruire le chauvinisme soigneusement entretenu par les bourgeoisies de l'est et de l'ouest que les capitalistes pourront être empêchés d'utiliser une nouvelle fois le prolétariat comme chair à canon dans une véritable apocalypse. La guerre, pour le capitalisme, est toujours la continuation de la concurrence par d'autres moyens. Face au carnage qui menace, le vieux mot d'ordre retrouve une brûlante actualité : ou le socialisme ou la barbarie capitaliste !

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 12 DE

il programma comunista

- Preparare il partito della rivoluzione comunista.
- Immutati i problemi della classe operaia dopo le elezioni.
- Elezioni e parlamento : Il cadavere ancora cammina ma il suo passo è sempre più traballante.
- Un motivo in più per non cedere alle illusioni democratiche.
- Abolizione del lavoro salariato significa produrre per vivere invece di vivere per produrre.
- Leggenda e verità sullo sterminio nazista degli ebrei.
- Spagna : Il PSOE è rimasto orfano.
- Iran : Il fossato fra proletariato e borghesia è destinato ad allargarsi.
- Alcune considerazioni sulla lotta della Fiat.
- Esperienze della lotta dei lavoratori della scuola.
- Olivetti : Come non decolla una « vertenza pilota ».
- Vita di Partito : Riunione pubblica a Torino : Lezioni dall' Iran e dall' Indocina.

*

Programme communiste

*

Communist Program

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

- EN BELGIQUE**
- A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 9 juillet et le 13 août, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.
- EN FRANCE**
- A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 30 juin, les 7 et 14 juillet, etc.
 - A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.
 - A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
 - A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 7 et 21 juillet, les 4 et 18 août, etc.
 - A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
 - A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 1^{er} et 15 juillet, etc.
 - Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 1^{er} et 15 juillet, etc.
 - A Lille : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit le 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1^{er}, 15 et 29 août).
 - A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 1^{er} et 15 juillet, etc.
 - A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 1^{er} juillet et le 5 août, etc.
 - A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
 - A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
 - A Roubaix : la permanence est suspendue de juin à août ; la reprise se fera en septembre.
 - A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.
 - A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 8 et 23 juillet, etc. (la permanence est suspendue au mois d'août).
 - A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 1^{er}, 15 et 29 juillet, etc.
- EN SUISSE**
- A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Voici le sommaire du N° 5 de

Communist Program

- Terrorism and the Difficult Road to a General Revival of the Class Struggle.
- Theses of the Communist Abstentionist Faction of the Italian Socialist Party — May 1920.
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle - Part V. The Degeneration of Proletarian Power in Russia and the Question of the Dictatorship.
- The Evolution of Inter-Imperialist Relations Since the Second World War.
- Iran — The Legacy of the Shah: Capitalist Transformation Forced from Above.
- Party Interventions: May Day — Socialism Is International and Internationalist or It Is Not Socialism.

Lisez et soutenez
la presse du Parti !
Abonnez-vous !